

Seine-Maritime

Rouen. Lubrizol : une centaine d'élus interpellent le gouvernement



Une centaine d'élus ont interpellé le gouvernement dans un courrier sur quatre points précis après l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, mercredi 2 octobre 2019. Détails.

Quelques jours après l'incendie à l'usine Lubrizol de Rouen, une centaine de maires, parlementaires et élus locaux de tous bords politiques, ont interpellé le gouvernement dans un courrier envoyé mercredi 2 octobre. Il s'agit, à un détail près, de la retranscription d'une pétition lancée lundi 30 septembre à l'initiative du député Christophe Bouillon et de l'ancien président de Région et candidat aux municipales à Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol. Elle porte sur quatre points précis pour les suites de cette catastrophe industrielle.

Voir plus loin que « l'incident local »

La lettre demande d'abord la transparence au nom de l'article 7 de la Charte de l'Environnement. « **Elle doit non seulement viser la nature exacte de ce qui a brûlé, mais aussi la composition des polluants émis dans l'atmosphère, les sols, leur quantité, leur dangerosité** », indique Nicolas Mayer-Rossignol dans un communiqué.

Les élus souhaitent un suivi médical à court et long terme pour toutes les personnes ayant inhalé des fumées, ainsi que la reconnaissance de l'état de catastrophe technologique. Pour ce cas précis, il y a « **urgence** ». « **Cette reconnaissance doit être prise par décret au Journal Officiel dans les 15 jours suivant l'accident. Elle permet d'ouvrir pour les particuliers les droits à prise en charge** », précise le courrier.

Le dernier point concerne la réparation des dommages causés à l'environnement. Les signataires enjoignent le gouvernement d'ordonner au préfet d'évaluer et de reconnaître les atteintes à l'environnement et de mettre en oeuvre des réparations aux frais des responsables, « **qui seront déterminés dans le cadre de la procédure** » - le texte de la pétition désignait quant à lui directement Lubrizol.

Les auteurs du courrier rappellent que « **ce n'est pas un incident local** » : « **C'est une catastrophe technologique, économique et écologique d'ampleur nationale, qui doit être traitée comme telle. Les conséquences, non seulement en termes sanitaires, écologiques, mais aussi en termes d'image, d'attractivité et de rayonnement, peuvent être de long terme** ».

Le président de Région réagit également

Le président de Région Hervé Morin a lui aussi communiqué en ce sens mercredi 2 octobre. Selon lui, la publication de la liste des produits stockés dans l'entrepôt « **ne suffira pas à mettre fin à la spirale de la suspicion, à l'inquiétude qui en découle, à la colère de la population**. » Il demande à ce que ces informations soient plus accessibles, notamment à ce que les caractéristiques des produits et les risques associés à leur combustion soient explicités.

« **La même transparence doit être de mise pour les analyses sanitaires de l'air, de l'eau, des sols et des aliments engagées en fin de semaine dernière. Ces prélèvements et la publication de leurs résultats doivent se poursuivre à intervalle régulier** », insiste-t-il. Avant de demander à son tour « **un suivi épidémiologique permanent** » dans l'ensemble des zones impactées par le nuage.

Hervé Morin appelle à tirer des leçons des « **dysfonctionnements** » et des « **carences** » dans la gestion de cette crise, ainsi qu'à la mise en place d'« **un vrai schéma de prévention et de formation des populations vivant à proximité des sites Seveso et exposées à ce type de risques**. »

Mathieu Normand Actu.fr



Face à la montée des inquiétudes causées par les suites de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, une centaine d'élus ont interpellé le gouvernement, mercredi 2 octobre. (©FM/76actu)